

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Arrestation
de Carlos,
Contrôles policiers,

LE SHERIFF PASQUA CHASSEUR DE VOIX



M 6189 - 1363 - 9,00 F



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1363 - 19 août 1994 - prix : 9 F

AFP

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

SHÉRIF PASQUA,

CHASSEUR DE VOIX

■ A l'occasion de l'arrestation de "Carlos", livré par le Soudan islamiste aux autorités françaises, c'est à qui, dans la presse ou sur les ondes, donnera du terroriste vénézuélien l'image la plus terrifiante. Le personnage n'a certes rien qui attire la sympathie. Il a beau prétendre combattre pour la cause d'un peuple opprimé, il fait partie, comme tous ses semblables, de cette espèce d'aventuriers politiques qui se moquent bien des intérêts des travailleurs et qui sont leurs ennemis.

Mais même avec les quatre-vingts et quelques morts sur la conscience qu'on lui attribue généreusement, "Carlos" fait figure d'amateur par rapport aux dirigeants des grandes puissances impérialistes, qui ne reculent pas, pour défendre les intérêts des possédants, à recourir quand ils l'estiment nécessaire à un terrorisme bien plus meurtrier, parce qu'il dispose de bien plus de moyens : le terrorisme d'Etat.

Depuis le mois de juin, nous sommes entrés dans un cycle de commémorations qui nous rappellent qu'il y a cinquante ans le monde était déchiré par la plus meurtrière des guerres, qui a fauché non pas des dizaines, mais des dizaines de millions de vies humaines.

De la faute des nazis ? Sans doute. Mais pas seulement. De la faute aussi des dirigeants des puissances prétendument démocratiques, qui ne trouvèrent rien à redire quand Hitler ouvrit les

premiers camps de concentration pour y entasser tout ce que la classe ouvrière allemande comptait de militants, et y assassiner des milliers d'entre eux. Qui ne bougèrent pas le petit doigt quand les Juifs allemands furent soumis aux pires traitements. Et qui ne se découvrirent "anti-nazis" que lorsque l'impérialisme allemand menaça les intérêts des capitalistes français, anglais, ou américains.

Et dans la guerre qu'ils livrèrent alors à l'Allemagne et à ses alliés, ils n'hésitèrent pas à recourir aux pires atrocités. Les bombardements de Hambourg et de Dresde, d'Hiroshima et de Nagasaki, qu'aucune nécessité militaire ne peut expliquer, étaient-ils en effet tellement moins barbares que les camps de concentration nazis ?

D'ailleurs, la Seconde Guerre mondiale à peine terminée, le vrai visage de ces "démocrates" apparaissait au grand jour, dans ces guerres coloniales qui marquèrent les trente années suivantes.

Les dirigeants français, pour leur part, de droite comme de gauche (on comptait déjà parmi eux un certain Mitterrand), firent pendant huit ans la guerre au peuple vietnamien qui réclamait son indépendance, avant de mener, pendant autant d'années, une guerre sanglante contre le peuple algérien, une guerre durant laquelle l'usage de la torture fut élevé par l'armée française à la hauteur d'une institution.

Combien de centaines de milliers d'hommes, de femmes, et d'enfants, sont-ils morts sous les bombes de l'aviation française, parce que les politiciens de Paris entendaient défendre par tous les moyens les intérêts des planteurs d'Indochine ou d'Afrique du Nord et ceux des industriels français qui utilisaient les matières premières provenant de ces pays ?

Et plus près de nous, dans la guerre que les USA, la Grande-Bretagne et la France entre autres prétendaient mener contre Saddam Hussein, combien de victimes innocentes ont péri sous les bombes, alors que le dictateur irakien est toujours au pouvoir ?

Alors "Carlos" est en prison. Il passera peut-être en jugement, mais ce n'est même pas sûr, car des marchandages aussi obscurs aux yeux du grand public que ceux qui l'ont fait livrer par le Soudan le feront peut-être libérer avant. Le seul résultat de son arrestation aura peut-être été d'avoir permis à Pasqua et à Balladur de marquer quelques points, dans la course à l'Elysée qui est déjà ouverte.

Mais même s'il est un jour jugé et condamné, cela ne changera rien à rien. Et les travailleurs, s'ils veulent pour eux et leurs enfants un monde débarrassé de la violence, ne doivent pas oublier que ce monde n'existera que le jour où ils en auront fait disparaître l'exploitation.

Arlette Laguiller

L'arrestation de Carlos

LES COULISSES DU FEUILLETON DE PASQUA

À entendre Pasqua – et qui peut éviter de l'entendre et de le voir en ce moment, même en zappant continuellement pour changer de chaîne – on pourrait presque croire que notre vaillant shérif a procédé personnellement à l'arrestation du terrifiant Carlos. En fait, derrière ce scénario héroïque, il y a une réalité bien plus banale, un peu glauque pourrait-on dire.

Ainsi on apprend que notre vaillant héros s'est fait livrer le terroriste par le gouvernement – ou les services secrets soudanais.

Pasqua prend des airs de conspirateurs pour parler de la chose, histoire de pimenter l'épisode et de faire palpiter le spectateur. Mais la réalité, c'est que Carlos lui a été expédié comme un vulgaire paquet de La Redoute.

Le gouvernement soudanais n'a sans doute pas fait un geste gratuit. Quel gouvernement, dans ce monde dominé par la loi du marché, par les marchandages, les combines, les services secrets officiels, officieux, ferait un tel geste ? Pasqua dément qu'il y ait eu tractation et accuse ceux qui le

prétendent d'avoir l'esprit tordu. C'est à se tordre, si cela pouvait nous faire rire.

Quelle contrepartie, matérielle ou politique, ou les deux, les Soudanais ont-ils obtenue ? On le saura plus tard, peut-être, lors de la signature d'un contrat entre le Soudan et la France, par exemple. De telles pratiques sont courantes. De temps en temps on apprend que tel pays du Moyen-Orient a acheté un certain nombre d'avions, ou tout autre produit de première nécessité. Si on apprend, quelque temps après, qu'un «terroriste» de

ce pays a bénéficié de la clémence de la justice en France, ce n'est, soyez en sûr, qu'un concours de circonstances. Tout cela fait partie de la diplomatie, qui n'est rien d'autre qu'une manière de gérer les relations d'affaires.

Dans ce type de relations, que le Soudan soit un régime islamiste, intégriste, passant pour être un des sanctuaires du terrorisme, n'a rien d'extraordinaire, même si cela apparaît comme contradictoire avec la croisade que Pasqua prétend mener à la fois contre l'intégrisme et le terrorisme. Cela

montre simplement que ses discours sont des boniments, que l'intégrisme et le terrorisme ne sont que des prétextes pour se faire un personnage, afin de chiper des voix à Le Pen, De Villiers et autres vertueux chevaliers de la pureté nationale. On pourrait trouver cela comique s'il ne s'agissait que d'un tournoi politique, si cela ne restait qu'une simple joute électorale. Mais on ne remue pas ainsi le fumier des idées réactionnaires sans qu'il y ait des risques que cela pollue, à terme, toute la société.

J.P.V.

Opérations policières contre le FIS en France

LA DÉMAGOGIE DE PASQUA FAIT DES ÉMULES

Sous prétexte de lutte en France contre les intégristes islamistes algériens du FIS, Pasqua continue ses opérations de police à Paris et dans toute la région parisienne, ainsi qu'en province et en particulier, dans les grandes villes comme Lyon, Lille ou Marseille.

A l'heure actuelle, le nombre de ressortissants algériens arrêtés et «assignés à résidence» à la caserne de Folembry s'élève à plus d'une vingtaine. Parmi les personnes arrêtées, il faut quand même le souligner, au moins une, un épicier du Nord marié à une Française, se défend d'avoir jamais eu un rapport de près ou de loin avec le FIS et d'être même musulman. Mais de toute façon, l'important n'est pas tant le résultat que l'opération de police elle-même. Dans la mobilisation spectaculaire de ses troupes et la multiplication des contrôles policiers, Pasqua apparaît surtout préoccupé de cultiver son image d'homme à poigne, rassurant aux yeux d'une fraction de l'opinion, disons plutôt de l'électorat, que

d'une quelconque efficacité face aux éventuelles menées de terroristes islamistes...

OPÉRATION DÉMAGOGIQUE XÉNOPHOBES

Car à part permettre à Pasqua (et à tous ses compères du gouvernement) de se faire, dans cette campagne de chasse au faciès, sa propre publicité en tablant sur les inquiétudes et les aspirations à la sécurité de cette fraction de la population, quelle efficacité peuvent bien avoir de telles opérations ? Aucune dans la chasse aux éventuels terroristes qui, soit dit en passant, offrent certainement peu de probabilités de se rencontrer dans les lieux et heures prisés par Pasqua pour tendre ses filets : quartiers populaires, métro, vieilles voitures, etc. En revanche, les opérations des hommes de Pasqua fragilisent la situation de l'ensemble des travailleurs immigrés, et pas seulement maghrébins, en



Gamma

France. En les mettant un peu plus à la merci des contrôles musclés et arbitraires, en les soumettant aux tracasseries et vexations policières, elles intimident et isolent ainsi toute une fraction immigrée de la classe ouvrière de ce pays.

Ce faisant, ce n'est même pas sûr que Pasqua ramène dans ses filets une poignée d'hommes peu ou prou liés au FIS, et connus par ailleurs. Mais tablant sur les préjugés les plus réactionnaires, xénophobes, spéculant sur la peur de l'étranger, il espère capter quelques points de popularité en plus dans les sondages, qui seraient les bienvenus s'il se portait candidat à la prochaine élection présidentielle. Et il n'exclut pas cette possibilité...

DE DROITE À GAUCHE : LE CONSENSUS

Sur le terrain de la démagogie, Pasqua reçoit également l'assentiment de gens et de partis qui s'éti-

quent de gauche, ne veulent pas être en reste et considèrent visiblement comme logique et normale la politique de Pasqua en la matière. C'est à peine s'ils ont à redire sur sa façon de faire tant ils n'entendent pas laisser à Pasqua l'exclusivité, ni à l'opinion publique le loisir de penser qu'ils seraient moins déterminés en matière de police.

Ainsi, Claude Cheysson, membre du Parti Socialiste et ancien ministre des Affaires étrangères, félicitait Pasqua le 11 août dernier, déclarant dans un entretien à l'hebdomadaire catholique *La Vie* que «les mesures prises par Charles Pasqua montrent qu'il a compris la situation... Tout socialiste que je suis, j'estime que le gouvernement actuel se montre nettement plus éclairé sur cette question que le précédent». Son passage au gouvernement, de 1981 à 1984, semble lui avoir laissé des regrets en matière de fermeté dans la répression. C'est d'ailleurs durant cette période que le gouvernement auquel il appar-

tenait commanda la répression meurtrière du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie qui, entre autres, à Hienghène, s'était traduite par le massacre de dix indépendantistes.

Le secrétaire national du PCF lui aussi cautionne Pasqua en expliquant qu'«il est évident que des mesures de protection et de sécurité publique doivent être prises, mais à condition que ce soit dans le scrupuleux respect de la légalité et du strict respect des droits de l'homme». Comme s'il s'agissait un tant soit peu de «mesures de protection et de sécurité publique» ! Quant au respect de la loi, qu'est-ce que cela veut bien dire ? Quand elle gêne, on en change, comme l'a fait d'ailleurs Pasqua en matière d'immigration et de contrôle d'identité, ou bien... on l'interprète.

La lutte nécessaire contre la montée en influence du FIS et de toutes les idées réactionnaires n'a donc rien, mais vraiment rien, à attendre de tous ces gens-là.

P.M.

WOODSTOCK, LE RETOUR

Ca avait bien marché il y a 25 ans, pourquoi ne pas remettre ça ?

Bien sûr, le contexte n'est plus le même, les jeunes étudiants américains qui refusaient de servir au Vietnam sont rentrés dans le rang, le mouvement hippie est bien retombé. Mais il reste la musique, et la musique, comme la jeunesse, ça peut rapporter.

Les organisateurs de Woodstock 1994 comptaient bien sur la nostalgie pour se remplir les poches. Et ils ont réussi. Rien d'étonnant, au pays du show-business !

CONCURRENCE DÉLOYALE

Scandale à Lourdes : les autorités religieuses portent plainte contre des escrocs qui, profitant de la crédulité générale, vendaient sous l'appellation d'eau bénite de la vulgaire eau du robinet !

Rien à voir avec l'immense commerce de l'Eglise à Lourdes, qui propose aux pèlerins objets, vierges, croix, et flacons dûment estampillés, où l'eau de source devient bénite par la grâce du Saint Fric.

Comme quoi, en matière d'escroquerie, l'Eglise tient à garder précieusement son monopole.

FUITE À LA CENTRALE

Une fuite d'iode 131, gaz radioactif, s'est produite le 9 août dernier dans la centrale atomique EDF de Dampierre (Loiret). Événement tout à fait banal, a déclaré en substance la direction, avant de préciser que 62 personnes auraient été contaminées à des degrés divers, ce qui ne serait pas grave non plus.

Pas de quoi être rassuré pourtant. Et les syndicats affirment de leur côté que ce genre de pépin relève surtout de la politique d'économies de la direction qui, après des licenciements, a entraîné négligences et contrôles moins fréquents. Toutes choses qui ne contribuent pas, en effet, à renforcer la sécurité d'une centrale nucléaire...

À FOND LA CAISSE

Elles sont jeunes, elles ne gagnent pas lourd, elles font un travail répétitif et contraignant : ce sont les caissières des supermarchés. Une étude de l'Institut National de Recherche et Sécurité vient de révéler que beaucoup de jeunes caissières sont atteintes d'affections périarticulaires dues à leur travail. Et pourtant, dans ce métier féminin à 95 %, plus de la moitié des jeunes femmes ont moins de 25 ans !

Surexploitation et maladie : on comprend pourquoi celles qui le peuvent préfèrent quitter la place.



Privatisation de Renault

BALLADUR JOUE LA PRUDENCE

Après que l'annonce de la cession d'une partie du capital de la régie Renault eut été faite, Balladur s'est finalement donné un temps de réflexion. "Il est inutile d'inventer des contestations ou des polémiques, a-t-il précisé, la solution sera décidée courant septembre, après que nous aurons reçu des évaluations sur la valeur de Renault que nous avons demandée à des banquiers".

Ce n'est pas que Balladur recule devant la réaction de la CGT et du PCF, qui se sont déclarés hostiles à ce projet, mais plutôt une question de contexte économique. Car si, jusqu'à présent, les privatisations de l'UAP et de Rhône-Poulenc ont rencontré un vif succès auprès des boursicoteurs, banques, grands groupes industriels ou particuliers, la Bourse connaît depuis quelque temps un sérieux repli. Après avoir terminé 1993 avec une hausse de plus de

21 %, elle totalise maintenant plus de 10 % de baisse depuis le début de l'année. Dès lors, mettre 12 à 18 milliards de francs d'actions supplémentaires - estimation du capital de Renault qui pourrait être mis sur le marché - ne serait pas sans risque. Non que le gouvernement redoute de vendre Renault dans de mauvaises conditions (il n'a pas hésité à vendre les précédentes entreprises nationalisées en-dessous de leur valeur), mais il craint de contribuer à déstabiliser un marché boursier déjà fragilisé.

Et pourtant le gouvernement a besoin d'argent, ne serait-ce que pour financer les multiples aides qu'il accorde aux entreprises sous forme de dégrèvement d'impôt ou de charges sociales. Cet argent, il le trouve en vendant les entreprises que l'Etat possède. Après avoir vidé les caisses, il tape donc dans l'héritage. Et les privatisations permettent

de faire rentrer de l'argent frais.

Alors, est-ce ou n'est-ce pas le meilleur moment pour vendre Renault ou les AGF ? C'est ce qui fait un peu hésiter Balladur, non sur le fond, mais sur le moment. Et la privatisation de la régie Renault, comme celle des AGF d'ailleurs, reste inscrite dans les projets du gouvernement. Et bien que Balladur se veuille rassurant en affirmant que "toutes les précautions seront prises pour que les acquis sociaux soient préservés", les travailleurs de la régie comme les travailleurs des AGF et des autres entreprises proposées à la vente ont bien des raisons d'être méfiants. Sans attendre la privatisation du groupe, la direction leur a déjà imposé bien des reculs, en matière de salaire comme au niveau des conditions de travail. Et c'est surtout à tout cela qu'il conviendrait de mettre un terme.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

- LE PEUPLE ALGÉRIEN FACE À LA DOUBLE PRESSION RÉACTIONNAIRE DE L'ARMÉE ET DU FIS

(N° 59 - 17 décembre 1993)

- L'AFRIQUE NOIRE RAVAGÉE PAR L'IMPÉRIALISME

(N° 60 - 4 février 1994)

- HAITI 1994

(N° 61 - 18 mars 1994)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée

ENGRAISSEMENT HORS SOL DES PROFITS

L'Institut de la recherche agronomique a étudié à partir de 1985 jusqu'à 1991, sur six années donc, l'évolution du prix de la viande.

Cette étude fait le constat que les divergences entre le prix de gros et les prix de détail sont devenues, au fil de ces années, de plus en plus importantes. Ce qui signifie que la part payée aux

producteurs paysans et aux transformateurs (abattage, conditionnement, transport, etc.) se réduit par rapport à ce qui revient aux commerçants. Et pour cette part-là, ce sont les rayons boucheries des grandes surfaces qui prennent la part du lion. Les chiffres sont éloquentes. Sur cette période en effet, la marge brute des grandes surfaces s'est accrue

de 51 % en moyenne, dont 69 % sur le bœuf à griller, 41 % sur le steak haché, 124 % sur le veau, alors que l'inflation n'a été que de 20 % durant ces années.

Alors que les producteurs et les consommateurs font vaches maigres, les capitalistes de la distribution s'engraissent... Mais ça n'est pas vraiment une surprise.

AFP

L'art et la manière de voir la réalité.



Balladur sur RMC "TOUT VA TRÈS BIEN MADAME LA MARQUISE"...

Invité du journal de Radio Monte-Carlo, le 14 août dernier, Balladur s'est montré une fois de plus rassurant et surtout satisfait de son action au gouvernement.

Selon ses propres dires "l'économie va mieux... grâce à l'environnement international et à notre politique". Quitte à passer pour un adepte de la méthode Coué, il a tenu à réaffirmer que "nous sommes sur la bonne voie", et qu'il fallait donc "avoir confiance dans l'avenir". Côté emploi, il a également voulu annoncer que cela "commence à s'améliorer avec 60 000 emplois créés au deuxième trimestre". Prudent, Balladur ne s'est d'ailleurs pas étendu sur le sujet, ni sur la nature exacte de ces emplois, qui sont pour la plupart du temps des emplois précaires et surtout mal payés, quand il ne s'agit pas tout simplement de contrats d'insertion et autres formules bidon destinées à fournir une main-d'œuvre peu coûteuse au patronat. Quant à tous les autres, aux plus de 3 millions de chômeurs officiellement recensés, Balladur ne leur offre d'autre perspective que de s'armer de patience. D'autant que si les profits des entreprises affichent une belle santé - certains analystes financiers prévoient une progression de 30 à 35 % des bénéfices des sociétés cotées en Bourse - , cela ne promet pas d'embauche. Au contraire, profitant des richesses qu'ils ont accumulées ces dernières années, les grands groupes financiers et

industriels se lancent aujourd'hui dans des opérations de fusion et de rachat, qui se traduisent d'abord par de nombreux licenciements.

Mais lorsqu'il se veut optimiste, c'est surtout aux bourgeois, petits et grands, que Balladur s'adresse. Et d'agréer ses propos de quelques mesures - baisse d'impôt, allocation rentrée scolaire, prime auto - destinées sinon à relancer durablement l'économie, du moins à améliorer les profits des entreprises en entretenant artificiellement et pour quelque temps seulement la consommation.

Cela étant, pas question que, sous prétexte d'embellie annoncée, les salariés se sentent en droit de réclamer leur dû en matière de salaire vis-à-vis du patronat. "Le mieux est devant nous", mais "il se peut que nous ayons des déceptions dans les mois qui viennent".

En fait et bien qu'il fasse semblant de n'être préoccupé que par le redressement de l'économie, Balladur continue surtout, un œil rivé sur les prochaines échéances électorales et le fauteuil présidentiel, à préparer son propre avenir.

J.N.

COUP D'ŒIL FURTIF

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a rendu public le bilan des temps d'antenne dont ont bénéficié les listes présentes dans la récente élection européenne entre le 28 mai et le 10 juin, c'est-à-dire durant la campagne officielle, en plus des 106 secondes qui sont attribuées par la loi aux "petites listes".

Pour la liste conduite par Arlette Laguiller, le bilan peut être vite fait. Rien sur TF1, moins même que les autres "petites listes" qui ne sont pourtant guère mieux loties, le Parti de la nature levitant, miracle, à la hauteur de 23 secondes sur cette chaîne. Sur France 2, c'est nettement mieux puisque la liste Lutte Ouvrière a été citée... 5 secondes, tandis que France 3 lui accordait 13 secondes, et que M6 crevait les plafonds avec 36 secondes. A côté de cela les chaînes

se sont montrées nettement plus généreuses envers Lalonde ou Schwarzenberg sans que cela incite les électeurs à être aussi généreux de leurs voix à leur égard. Ne parlons pas de De Villiers, Tapie ou Le Pen... qui ont eu amplement la parole.

Félicitations quand même au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour avoir réussi à percevoir, et su scrupuleusement noter ces infinitésimales interventions, ce qui nécessite, on en conviendra, un sens audio accouplé à un sens visuel pour le moins très très supérieur. C'est sans doute la tension qu'a nécessitée un tel effort qui a empêché le CSA de s'occuper de l'équité et du pluralisme que cet honorable organisme est censé faire respecter.

On ne peut avoir l'œil et à l'oreille à tout !

J.P.V.

Primes, aides... LE PATRONAT TOUJOURS SOUS PERFUSION

"La consommation n'est pas suffisante" a constaté une fois de plus Balladur, qui a décidé de renouveler ou de proroger certaines mesures de relance à la consommation.

Ainsi, et comme l'an passé, l'allocation de rentrée scolaire sera portée à 1500 F, au lieu de 411 F en 1992. Ce coup de pouce qui devrait être versé entre la fin août et la rentrée scolaire aidera nous dit-on près de trois millions de familles ayant deux enfants et plus et bénéficiant d'une prestation familiale à faire un peu mieux face au surcoût occasionné par le démarrage d'une nouvelle année scolaire. Mais si les foyers modestes ne s'en plaindront pas, cette aide profitera surtout aux grandes surfaces et aux marchands de fournitures et de livres scolaires, qui au bout du compte draineront les 6 milliards de francs débloqués à cette occasion.

De même, Balladur a annoncé le maintien jusqu'en juin prochain de la prime de 5 000 F versée aux acheteurs d'une voiture neuve acceptant de mettre à la casse leur ancien véhicule. Cette mesure profitera essentiellement à ceux qui ont les moyens d'envisager une telle acquisition, et qui sont loin d'être la majorité des salariés. Mais il s'agit surtout de reconduire un système d'aide indirecte aux trusts de l'automobile qui semble avoir jusque-là fait ses preuves, puisque sur les

sept premiers mois de l'année, les ventes du groupe Peugeot ont progressé de 21,5 % tandis que celles de Renault affichent un mieux de 9,7 %.

Mais contrairement à ce que laisse entendre Balladur, toutes ces aides distribuées de manière indirecte aux capitalistes français, qui contribuent à vider les caisses de l'Etat ne permettent pas de relancer largement la consommation. Pour cela, il faudrait que les capitalistes augmentent les salaires en prenant sur leurs profits et embauchent, afin que la classe ouvrière dans son ensemble voie ses ressources augmenter. Ce qui est loin d'être le cas. Car, même dans les secteurs bénéficiant des coups de pouce du gouvernement, les patrons ne créent pas plus d'emplois qu'ailleurs. Comme dans l'industrie automobile, ils se contentent de répondre à une reprise de la demande en faisant faire un grand nombre d'heures supplémentaires au personnel existant, quitte à employer quelques intérimaires, avant de reprogrammer des journées de "chômage technique" dès que leurs carnets de commande amorcent des signes d'essoufflement.

Tout cela, Balladur le sait parfaitement, mais ce qui lui importe c'est que cela puisse faire un peu illusion... au moins jusqu'aux prochaines échéances électorales.

R.M.



Les constructeurs automobiles, grands bénéficiaires des coups de pouce gouvernementaux.

AFP

Il y a 50 ans

19 au 25 août 1944

LA MISE EN SCÈNE AU PR



25 août 1945, de Gaulle descendant en vainqueur les Champs-Élysées.

Le fameux "Paris, par lui-même libéré" du discours de De Gaulle, que tous les professionnels de la commémoration patriotique s'apprentent à nous resservir à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'arrivée des troupes alliées dans la capitale, est une présentation pour le moins fallacieuse de la vérité. Car les combats qui s'y déroulèrent du 19 au 25 août ne jouèrent quasiment aucun rôle dans la reddition de la garnison allemande.

Celle-ci ne représentait que de maigres forces, dont le rôle essentiel était d'assurer les meilleures conditions possibles de circulation aux troupes de la Wehrmacht en retraite. Après l'effondrement du front de Normandie, et la réussite du débarquement allié en Provence, le commandement allemand n'avait en effet ni l'envie ni les moyens de s'accrocher à tout prix à Paris.

De son côté, l'état-major allié n'était pas pressé d'occuper une agglomération de plusieurs millions d'habitants, dont le ravitaillement ne manquerait pas de lui poser des problèmes d'intendance, et les armées américaines devaient initialement contourner Paris, destiné à tomber plus tard comme un fruit mûr.

L'ENJEU POLITIQUE

Mais pour de Gaulle, et les forces politiques qui l'appuyaient, la "libération" de Paris représentait un enjeu politique. Il s'agissait pour lui d'imposer sa légitimité à la tête de l'Etat en ralliant démonstrativement

derrière sa personne toutes les forces nationales et d'obtenir sa reconnaissance définitive par les Etats-Unis, qui envisageaient initialement de mettre en place en France une administration militaire, comme ils le firent en Allemagne.

Tout au long des mois précédents, les services gaullistes avaient travaillé sur le scénario de la prise en mains du pouvoir, dans la perspective de l'écroulement du régime de Vichy que la défaite de l'armée allemande ne manquerait pas de provoquer, et désigné les hommes qui devaient occuper la place des hauts fonctionnaires vichystes trop compromis. Il s'agissait aussi pour de Gaulle d'avoir le plus rapidement possible la haute main sur les forces de maintien de l'ordre.

Dès mars 1944, de Gaulle avait désigné Parodi comme responsable de la mise en place des comités de libération, de la nomination de préfets et des secrétaires généraux des futurs ministères. Le 14 août, il lui avait donné le rang de ministre délégué du gouvernement provisoire pour les territoires encore occupés.

Le PCF, qui avait deux ministres, Grenier et Billoux, dans ce gouvernement appuyait la politique de De Gaulle. Mais il cherchait aussi à mettre en valeur son rôle et son influence, à montrer qu'il faudrait compter avec lui, après comme pendant la guerre.

A partir du 10 août, les tracts du PCF furent pleins d'appels à la "mobilisation", à la "grève générale", à "l'insurrection libératrice".

Un appel à la grève fut lan-



Roger Viollet

cé à la SNCF dans plusieurs dépôts de la région parisienne le 10 août, chez les postiers le 18, mais l'écho et les résultats de ces initiatives sont bien difficiles à évaluer... parce que de toute manière la vie économique de la région parisienne était déjà totalement désorganisée par les conséquences de la guerre et des bombardements.

LA "RÉHABILITATION" DE LA POLICE

Ce fut dans un milieu où l'influence du PCF était bien moins grande, la police, que se déroulèrent les événements qui furent ensuite présentés comme le clou de "l'insurrection" parisienne.

En effet, suite au désarmement par l'armée allemande de quelques commissariats de banlieue (les policiers de Vichy avaient jusque-là été autorisés à garder leurs armes), les organisations de résistance de la police appelèrent les argousins de la capitale à faire grève et à occuper la Préfecture.

Cet appel à la grève, et donc à revêtir une tenue civile, fut

d'autant mieux suivi que la police, qui pendant quatre ans, en tant que fidèle exécutrice des ordres de Vichy avait collaboré sans problème de conscience avec la Gestapo dans la chasse aux résistants et les rafles de juifs, pouvait craindre des représailles de la population lors du départ des troupes allemandes. Mais sur un plan plus politique, cette grève allait être, pour les dirigeants politiques de la résistance qui souhaitaient remettre entre les mains de De Gaulle des "forces de maintien de l'ordre" utilisables, une occasion de laver la police parisienne, à bon compte, de son passé aux yeux de l'opinion.

Quelque deux à trois mille policiers parisiens se regroupèrent donc, le 19 août au matin, pour prendre "d'assaut" la Préfecture de police.

En fait d'assaut, la grande porte fut entrouverte par un garde. Un agent avança le pied pour empêcher celui-ci de la refermer et la cour fut occupée ! Depuis cet "événement", la cour de la Préfecture de police porte le nom de "cour du 19 août" et la police parisienne arbore dans les cérémonies officielles la fourragère aux

couleurs de la légion d'honneur qui lui a été décernée en reconnaissance de cette action de "résistance".

Comme il n'était pas possible sur place, de nourrir, ni d'armer deux mille hommes, le plus grand nombre fut envoyé occuper les commissariats de leur quartier. L'après-midi et les jours suivants, il y eut des accrochages et des échanges de tirs avec des camions allemands et des chars qui vinrent tirer quelques obus avant de repartir, mais à aucun moment les troupes allemandes n'essayèrent de prendre sérieusement d'assaut la Préfecture de police.

DERRIÈRE UNE MINI "INSURRECTION NATIONALE", LE NOUVEAU PERSONNEL POLITIQUE SE MET EN PLACE

Ce même samedi 19 août, l'état-major des FFI (les "Forces Françaises de l'Intérieur") appelait la population parisienne à l'insurrection.

En fait d'insurrection, le nombre des combattants fut

DE LA "LIBÉRATION" DE PARIS AU PROFIT DE DE GAULLE

peu élevé. Il y eut bien sûr un certain nombre de jeunes hommes pour oser affronter avec des moyens dérisoires des patrouilles, voire des chars allemands, et les plaques commémoratives (dont la pose ultérieure fit aussi partie de l'opération politique "exaltation de l'insurrection de Paris") témoignent que nombre d'entre eux y laissèrent la vie. Mais à aucun moment, on n'assistait à une mobilisation massive de la population parisienne, même si des barricades apparurent, surtout les 22, 23 et le 24 août, ce dernier jour étant celui de l'arrivée du premier détachement de la division Leclerc.

L'armement de ces combattants était constitué quasi exclusivement de revolvers et de quelques fusils ! Dans la journée du 19, bénéficiant de l'effet de surprise, ils s'emparèrent bien de quelques armes sur des camions en circulation ou des soldats allemands isolés. Mais cela ne changea rien au fait qu'ils ne disposèrent jamais d'autre chose que d'un armement misérable.

Au cours de ces quelques journées, les combats avec les troupes allemandes se résumèrent à des escarmouches et des accrochages rapides. "L'insurrection" sera d'ailleurs interrompue, du samedi soir au mardi après-midi par une trêve – certes, plus ou moins respectée – négociée avec von Choltitz, commandant allemand de Paris.

Mais l'essentiel n'était pas dans ces combats. Dans la journée du 19, alors que les occupations de mairies d'arrondissements et de banlieue – qui n'avaient d'ailleurs jamais été occupées par les Allemands – se poursuivaient à l'initiative du Comité parisien de Libération (CPL) contrôlé par le PC, les représentants de De Gaulle se plaçaient à la tête de la gendarmerie et de la garde républicaine.

Celles-ci fournirent les détachements nécessaires à l'occupation des édifices gouvernementaux, car selon les ordres de Parodi, chaque secrétaire général devait prendre possession de son ministère avec un officier de police accompagné d'un détachement armé.

Ce fut chose faite dans la journée aux ministères des Colonies, du Ravitaillement, de l'Information et de la Justice, où le secrétaire général arriva à bicyclette, avec les membres de son cabinet deux par deux, pour ne pas se faire remarquer. Les Allemands étaient, semble-t-il, trop occupés à déménager le Ritz voisin pour s'en inquiéter.

Toutes ces occupations ne donnèrent lieu, en effet, à aucun incident et passèrent même inaperçues.

LE PROBLÈME POUR DE GAULLE : ÉVITER LA VACANCE DU POUVOIR

Depuis le départ de Laval (le chef du gouvernement de Pétain), deux jours auparavant, il n'y avait plus de gouvernement. La place était vide. Il suffisait de l'occuper. Et pour les gaullistes, il s'agissait de l'occuper au plus vite et en premier, ce qu'aucun parti d'ailleurs ne leur contestait.

Comme le dira Parodi dans une interview au *Figaro*, lors du vingtième anniversaire de la libération de Paris, l'objectif était d'assurer "la prise en main immédiate de l'autorité administrative par la Résistance au fur et à mesure de la libération : condition nécessaire au maintien de l'ordre, condition nécessaire aussi pour couper court à l'intention des autorités américaines d'assurer elles-mêmes provisoirement l'administration de la France."

Appliquant ce programme à la lettre, les gaullistes profitèrent de la trêve, le dimanche et le lundi, pour s'installer dans la plupart des autres édifices gouvernementaux qui furent occupés, comme les précédents, sans difficulté. Le dimanche 20 au matin, ils prenaient place à l'Hôtel de Ville, siège du conseil municipal et du préfet de la Seine, où les gardes mobiles leur ouvrirent tout simplement les portes. Le nouveau préfet, Flouret, prit ses fonctions l'après-midi ; la garde étant assurée, entre autres, par des hommes du groupement spécial de protection de Laval. Toujours dans la journée du dimanche, eurent lieu les occupations des ministères des Finances, des Travaux publics, de la Santé et de l'Intérieur.

En quarante-huit heures, les représentants du gouvernement provisoire firent occuper les principaux rouages administratifs par les hommes désignés par De Gaulle. Ces occupations étaient très symboliques, mais elles permettaient au gouvernement provisoire d'affirmer sa présence et son autorité avant même l'arrivée de De Gaulle.

Et même si des tiraillements ont eu lieu entre gaullistes et communistes, en particulier à propos de la trêve, cette mainmise gaulliste sur l'administration étatique se faisait avec l'assentiment du PCF. Marranne, ancien président communiste du conseil général de la Seine, approuva par exemple par sa présence à la cérémonie, l'intronisation du nouveau préfet de la Seine.

Avec la débâcle de l'armée allemande qui entraîna la chute du régime de Vichy, il y avait un certain flottement du pouvoir. La facilité avec laquelle se firent les occupations des bâtiments administratifs en témoigne. Mais il n'y eut pas de véritable vacance du pouvoir.

De Gaulle, avec la complicité du PCF, fit tout pour que la défaite allemande ne se traduise pas par une telle vacance qui n'aurait peut-être pas été sans risques pour la bourgeoisie française.

Les privations, auxquelles s'ajoutaient les difficultés grandissantes du ravitaillement, avaient été telles que des explosions de colère de la population n'étaient pas à exclure : explosions qu'il eut peut-être été difficile de canaliser en l'absence d'un nouveau pouvoir rapidement installé et apparaissant d'emblée légitime.

FAIRE ENTRER (UNE DIVISION DE) L'ARMÉE FRANÇAISE LA PREMIÈRE DANS PARIS

Aussi les hommes de De Gaulle pressèrent-ils dans le même temps le commandement allié de marcher au plus vite sur Paris. Plusieurs missions furent envoyées dans ce but auprès des forces américaines.

Leclerc qui avait reçu confirmation de l'assurance, déjà donnée à De Gaulle par Eisenhower, que sa division (la 2e DB) entrerait à Paris à la tête des troupes alliées, mais qui n'avait pas reçu d'ordre de mouvement – il était immobilisé depuis huit jours près d'Argentan, loin en arrière des troupes américaines – prit l'initiative, approuvée par De Gaulle, d'envoyer le lundi 21 un premier détachement en direction de la capitale.

Le lendemain Eisenhower, commandant en chef des forces alliées, lui faisait donner l'ordre d'avancer sur Paris.

Précédée la veille au soir par un premier détachement, et suivie par une division américaine, la 2e DB entra le 25 dans la capitale, et obtenait dans la journée, après un "baroud d'hon-

neur", la reddition de la garnison allemande. De Gaulle pouvait être content, le scénario destiné à exalter les vertus de l'union nationale trouvait son aboutissement avec ce symbole d'une division de la nouvelle armée française (certes équipée de matériel américain) venant au secours du "peuple de Paris insurgé". Et comme il ne voulait laisser à personne d'autre le soin de parachever la remise en selle de l'Etat, il arrivait sur les talons de Leclerc.

À l'Hôtel de Ville, De Gaulle appela au devoir de guerre et à l'unité nationale. Il s'agissait pour lui, selon ses propres termes, de "rassembler les âmes en un seul élan national, mais aussi de faire paraître tout de suite la figure et l'autorité de l'Etat".

Le lendemain, samedi 26, ce fut la célèbre descente des Champs-Élysées : démonstration de "l'unité nationale" retrouvée autour du nouveau régime et de son chef. Mais "afin de faire un étalage de force", De Gaulle dut demander le prêt de deux divisions américaines à Eisenhower.

Le prestige et l'autorité de De Gaulle sortirent considérablement renforcés de ces journées.

Pour restaurer l'autorité de l'Etat, De Gaulle avait besoin que l'unanimité nationale se manifeste avec éclat. Il y réussit et le soutien que ne cessa de lui apporter le PCF compta pour une grande part dans ce tour de passe-passe qui consista à faire, aux yeux de l'opinion, d'un général d'extrême-droite un "libérateur".

La politique d'union sacrée menée par le Parti Communiste contribua grandement à ce que la transition gouvernementale se fasse le plus normalement et avec le moins d'à-coups possible, au plus grand profit de De Gaulle, mais aussi et surtout de la bourgeoisie française.

François DUBURG

15 août 1944

QUAND LES TROUPES "FRANÇAISES" DÉBARQUAIENT EN PROVENCE

Toute la classe politique s'est retrouvée autour de Mitterrand et de Balladur sur la Côte d'Azur. Deuxième jeu de plage ayant pour prétexte la commémoration du débarquement. Le premier avait eu lieu en juin, pour l'anniversaire du débarquement en Normandie, le deuxième avait pour prétexte le débarquement en Provence qui s'effectua entre les Iles du Levant et Cannes, deux mois plus tard.

Il y a cette fois un peu – tout juste un peu – moins de

cinéma que lors de l'épisode précédent.

Les commentaires ont insisté sur la participation de la France dans ce débarquement, histoire de montrer que la "libération" de la France n'était pas due qu'aux troupes étrangères. Balladur a exalté ces "hommes venus de métropole et de tout l'empire". Décidément les dirigeants de l'impérialisme ne veulent pas voir le temps passer et en sont restés dans leurs discours, et dans leur tête, au bon vieux temps des colonies.

Mais c'est vrai, cependant, que cette armée "française" qui débarqua le 14 août 1944, sur ces rivages où l'on compte aujourd'hui nombre de fiefs de Le Pen, était composée en grande partie d'hommes originaires d'Afrique. *Le Parisien* titre – ironie ou naïveté ? – "Il y a cinquante ans... 230 000 Français libres, marocains, algériens, sénégalais...". Libres mais sous le joug colonial.

Les survivants de cette époque ne sont pas très nombreux. Pas seulement à cause

de leur âge. Mais parce que, dans les vagues d'hommes qui débarquèrent sur ces plages de la Méditerranée, beaucoup furent tués. Les premiers, soldats des troupes d'Afrique du nord, furent littéralement fauchés. Ceux qui leur succédèrent, les "tirailleurs sénégalais", en fait des soldats issus des différents pays de l'ex-empire colonial français en Afrique noire, n'eurent guère un meilleur sort. Sur les 100 000 Africains engagés dans la galère de l'impérialisme français dès

1940, il y a eu, dit-on 30 000 morts, un sur trois.

Mais ce ne sont pas les vétérans algériens, gabonais, béninois, sénégalais ou autres qui ont été invités à la table de Mitterrand, ce sont les dictateurs que l'Etat français a soutenus pour continuer à servir les intérêts des compagnies françaises qui, aujourd'hui encore, exploitent la population de cet ex-"empire".

Roger PERRIER

17 juillet 1944

AUX USA, LES EXPLOSIONS DES DÉPÔTS DE MUNITIONS DE PORT CHICAGO RÉVÉLAIENT LA NATURE RACISTE DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

Le journal trotskyste américain *Spark* (n°498 – juillet-août 1994) relate un épisode de la Deuxième Guerre mondiale, aux USA, qui illustre ce qu'était l'armée américaine à l'image de la société bourgeoise américaine.

Il y a cinquante ans, dans la nuit du 17 juillet 1944, deux explosions à cinq secondes d'intervalle secouaient la baie de San Francisco. Deux bateaux remplis de munitions étaient sur le point d'être chargés à Port Chicago, le plus important dépôt de munitions de la côte Ouest. Tous ceux qui se trouvaient à mille pieds de distance (environ 300 mètres) furent tués. Les fenêtres à 35 miles (environ 55 km) à la ronde furent soufflées. Les explosions mesuraient 3,4 sur l'échelle de Richter (qui sert habituellement à mesurer les secousses sismiques). Elles furent ressenties jusque dans le Nevada. Elles furent équivalentes à presque la moitié de la puissance de la bombe atomique lancée un an après sur Hiroshima.

Sur les 320 personnes tuées, plus de deux cents étaient des marins de race noire. C'est par-

ce que les marins noirs – dirigés par des officiers blancs – faisaient le travail de chargement des bateaux de munitions destinés au Pacifique. L'armée américaine, qui prétendait diriger la guerre pour défendre la démocratie, était en fait complètement ségrégationniste et raciste.

Les conditions de travail à Port Chicago étaient impossibles. Les marins noirs ne reçurent jamais de formation sur la façon de manipuler les munitions. Et les officiers blancs les mirent sous une dure pression pour charger les bateaux aussi vite que possible, en une véritable course contre la montre. Les munitions, des cartouches pour fusil rangées par poids de 2 000 livres, étaient chargées avec des treuils, des glissières ou par des chariots. Certains officiers prenaient des paris sur quels équipages chargeraient le

plus rapidement, et les équipages perdants étaient punis par une diminution de liberté.

Dans de telles conditions, la catastrophe était inévitable.

Mais après les explosions, la marine américaine refusa de revenir en arrière ne serait-ce qu'un peu sur le traitement raciste réservé aux marins noirs. Avec le quai de déchargement détruit, les marins survivants durent nettoyer les débris et retrouver les corps souvent déchiquetés de leurs camarades. Les marins noirs blessés ne furent pas autorisés à quitter le port pour rendre visite à leurs familles, alors que les marins blancs blessés obtenaient des permissions.

Et puis, moins d'un mois après les explosions, la marine américaine ordonna aux 258 survivants noirs, la plupart encore blessés et couverts de bandages, de reprendre le chargement des munitions. Cette fois, tous les marins refusèrent de reprendre le travail. Aussi l'amiral qui avait la responsabilité du dépôt les menaça d'être passés par les armes. A ce moment-là, 208 marins acceptèrent de re-

tourner au travail. Mais au lieu de charger des bateaux, ils furent envoyés en cour martiale pour avoir désobéi aux ordres.

Il restait 50 marins qui marquaient toujours leur refus. Les autorités de la marine les accusèrent de "mutinerie". Au procès, le plus important de toute l'histoire de la marine américaine, le procureur argumenta qu'en temps de guerre la préoccupation des marins pour la sécurité et la crainte d'une autre explosion n'étaient pas des raisons valables pour refuser d'obéir aux ordres. Il ne fallut que 80 minutes aux juges militaires pour déclarer tous les accusés coupables. Ils furent condamnés à 15 ans de travaux forcés et emprisonnés à Terminal Island à San Pedro, le port de Los Angeles.

Thurgood Marshall, qui à cette époque était un avocat de la NAACP (National Association for Advancement of Colored People, une organisation bourgeoise noire qui militait pour les droits des "gens de couleurs") protestait que les hommes étaient accusés "uniquement du fait de leur race et

de leur couleur", et elle mit sur pied une campagne pour la libération des marins. Grâce à elle en 1946, la marine américaine réduisit la sentence et relâchait les marins au bout de 16 mois de prison. La plupart des "mutins" reçurent une décharge officielle dont les termes les excluaient des pensions touchées par la plupart des vétérans.

Au fil des années, ces vétérans ont combattu pour leur réhabilitation complète, et pour forcer la marine américaine à admettre sa responsabilité. Mais cinquante ans après, la Navy refuse toujours de leur rendre raison. Un rapport de l'armée américaine destiné au Congrès cette année conclut qu'"il n'y a rien de déloyal ou d'injuste dans les conclusions finales des cours martiales de Port Chicago".

Bien sûr, pour une armée qui était et reste raciste, pour une armée qui défendait et qui défend encore l'oppression à travers le monde, il n'y avait rien d'"injuste". Un système injuste ne peut pas se débarrasser lui-même de sa propre injustice.

Grande-Bretagne

LE GEL DES SALAIRES BLOQUE LES AIGUILLEURS

D'ordinaire le 15 août n'est pas férié en Grande-Bretagne, cette année, pourtant, un grand nombre de travailleurs ont chômé ce jour-là – et savouré du même coup un temps ensoleillé chose aussi appréciable que rare – grâce à une grève nationale de quarante-huit heures déclenchée le matin même par les aiguilleurs du rail.

La première grève des aiguilleurs remonte au 15 juin. Depuis, les arrêts de travail nationaux se sont succédé régulièrement chaque semaine, 24h dans les premiers temps, puis 24 et 48h en alternance. Et, pour l'instant, tout indique que ces mouvements continueront au moins jusqu'à la fin du mois puisque le syndicat RMT (Rail, Marine et Transport) a d'ores et déjà appelé à d'autres mouvements pour le 22 août et les 29 et 30 août.

CONTRE LA BAISSSE DES SALAIRES RÉELS

Outre son caractère spectaculaire, puisque chaque fois le trafic est réduit à environ 10 à 15% du service normal et limité à moins d'un tiers du réseau, ce mouvement est le premier mouvement important sur les salaires depuis des années. Son point de départ a été en effet le refus du plafond de 2,5% que le gouvernement Major prétend imposer dans le secteur public. Et il y a de quoi car en additionnant l'inflation (2,8% selon les chiffres officiels) aux mesures fiscales entrées en vigueur en avril – en particulier la hausse des cotisations sociales payées par les salariés, celle des impôts directs et l'extension de la TVA à l'électricité et au gaz – ces 2,5% résulteraient en une baisse du pouvoir d'achat réel du même ordre de grandeur.

Que l'enjeu de ce mouvement soit le tour de vis sur les salaires que tentent d'imposer Major et son gouvernement, cela ne fait de doute pour personne. Surtout depuis que le ministre des Transports est intervenu en personne au début juillet pour imposer un veto de dernière heure à une offre de 5,7% faite par la direction de Railtrack, la société

d'Etat chargée de la maintenance et du trafic sur les voies.

Le fait que ce mouvement apparaisse comme une partie de bras de fer entre les grévistes et le gouvernement sur un terrain qui touche directement ou indirectement l'ensemble des salariés, est sans doute pour beaucoup dans l'échec évident des campagnes du gouvernement visant à discréditer la grève auprès des usagers. Le gouvernement apparaît au contraire sur la défensive et soucieux d'éviter toute cause de discrédit supplémentaire. On l'a vu par exemple lorsque, dans le deuxième semaine d'août, les autorités ont fait de leur mieux pour minimiser deux accidents graves dont l'un avait fait 57 blessés à Edinburg.

LES CHOIX DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Mais ce qui apparaît de façon non moins évidente, ce sont les choix faits par les dirigeants syndi-

caux dans ce mouvement. Contrairement à bien des mouvements passés, l'initiative de ce mouvement est venue de la direction nationale du RMT. La barre des 2,5% étant valable pour l'ensemble des chemins de fer, les bureaucrates syndicaux auraient pu chercher à organiser un mouvement à l'échelle des chemins de fer. Mais leur choix a été de limiter leurs efforts à une seule catégorie de personnel, celle des aiguilleurs, qui plus est l'une des moins nombreuses numériquement (4600 salariés sur les 130 000 que comptent les chemins de fer) et dont les effectifs sont dispersés aux quatre coins du pays (il est rare qu'un poste compte plus d'une quinzaine d'aiguilleurs au total) – un choix qui ne pouvait avoir d'autre but pour les bureaucrates que celui de leur assurer un contrôle total sur le mouvement.

Dans cette affaire, la bureaucratie syndicale ne prend même pas la peine de cacher ses arrière-pensées. Jimmy Knapp, le leader du RMT, adopte un accent triomphant pour expliquer à la télévision que ce mouvement prouve bien que les



Lors d'une précédente grève des transports.

futures sociétés de chemin de fer privatisées ne pourront pas se passer du "dialogue" avec son syndicat. Les députés travaillistes et les dirigeants du TUC interviennent non pour soutenir les revendications ouvrières mais pour dénoncer la situation comme un nouvel exemple de "l'incompétence" de Major. A les entendre tous, il est évident que si ce mouvement à un enjeu pour eux, ce n'est sûrement pas de faire reculer la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie.

Bien sûr certains dirigeants du RMT n'ont pas manqué de se justifier en arguant du rôle vital des aiguilleurs dans le fonctionnement des chemins de fer et du fait que cela donnait au mouvement un caractère plus "économique". Un tel argument est loin de convaincre grand monde parmi les cheminots britanniques. Ni la majorité dont les salaires sont encore plus faibles que

ceux des aiguilleurs et qui ne comprennent toujours pas pourquoi 2,5% seraient plus "acceptables" pour eux que pour les aiguilleurs. Ni, encore moins, ceux qui ont participé à des grèves sauvages locales dans divers centres ces dernières semaines, contre des sanctions visant des travailleurs qui avaient refusé de travailler sans une couverture de sécurité suffisante les jours de grève.

Le fond du problème reste que même si les aiguilleurs l'emportent, ce qui n'est pas encore dit, cela marquera peut-être une brèche dans la politique de gel des salaires du gouvernement, mais une brèche que les travailleurs ne pourront élargir qu'au prix de bien d'autres grèves – et sans doute cette fois contre la volonté des bureaucrates syndicaux.

François ROULEAU

Allemagne

UNE JUSTICE COMPLAISANTE AVEC L'EXTRÊME-DROITE

En Allemagne, le chef d'un groupe néo-nazi s'est vu condamné, en juin dernier, pour "incitation à la haine raciale" – en l'occurrence pour avoir nié la réalité de l'anéantissement des Juifs par le régime nazi – à un an de prison avec sursis. Non seulement ce personnage est donc sorti libre du tribunal, mais il a eu droit à la bienveillance des juges. Ceux-ci, dans le libellé du jugement qui vient d'être rendu public, ont pris soin de préciser que ce militant d'extrême-droite est quelqu'un "conscient de ses responsabilités" en "s'appliquant à renforcer la résistance du peuple allemand contre les prétentions juives issues de l'Holocauste". En clair, les juges donnent raison sur le fond aux thèses négationnistes.

Ce jugement a d'abord soulevé l'indignation justifiée des représentants des communautés juive et tzigane. Puis, devant le scandale, les autorités allemandes ont, à leur tour, désavoué le tribunal dont le Président et un de ses collègues viennent d'être remplacés très diplomatiquement pour "incapacité de travail prolongée pour raison de santé".

Mais cette affaire montre, à l'évidence, qu'il y a dans la magistrature allemande aussi bien que dans d'autres corps d'Etat, des hommes que leurs opinions et leur solidarité sociale portent, sinon vers les thèses de l'extrême-droite, du moins à l'indulgence pour les partisans de ces théories.

Ce n'est pas particulier à l'Allemagne. En France, tout récemment, on a pu voir, avec l'affaire Touvier, que l'ancien militaire n'avait pu échapper à la prison pendant des dizaines d'années que grâce à de nombreuses complaisances ou complicités dans l'Eglise et dans les sommets de l'Etat.

Les serviteurs de l'Etat, grands ou petits, peuvent apparaître démocrates, libéraux, voire prétendument socialistes, il n'en reste pas moins qu'ils appartiennent à un appareil dont la fonction essentielle est le maintien d'un ordre social inique. A ce titre, ils participent tous à cette iniquité.

Lucien DETROIT

Crédit Lyonnais - Rillieux (Rhône)

LA DIRECTION PROFITE DES VACANCES POUR ACCENTUER SA PRESSION

Depuis l'annonce de la fermeture du Centre, la crainte était de savoir où chacun allait se retrouver muté. Tout le monde espérait pouvoir aller sur Lyon, ce qui n'aurait entraîné aucun déménagement. C'était d'ailleurs la revendication que nous avons votée lors d'un débrayage.

Or la direction annonçait qu'il n'y aurait que 33 postes pour Lyon (pour 250 personnes qui restaient à "caser"), mais que cela pourrait faire plus si on choisissait le mi-temps. Mardi 5 juillet, les chefs de service annonçaient le nom de ceux qui avaient été choisis : en tout 54 personnes (42, en effet, avaient postulé à mi-temps !). Pour les 200 qui restaient, les choses étaient claires : "En septembre, il faudra faire quelque chose, car on n'a plus rien à perdre, de toutes façons on sera obligé de partir".

Mais la direction et l'encadrement ne restaient pas inactifs. A

Slibail, le chef de service prenait prétexte d'entretiens-formation pour convoquer les employés un par un et faire pression pour qu'ils suivent le service lorsque celui-ci déménagerait dans un autre centre, alors qu'on ne sait pas encore dans quelle ville il va être installé. Il les menaçait de faire agir un article de la convention collective prévoyant le licenciement en cas de plusieurs refus de mutations. Il a même raconté qu'il resterait à la fin quelques postes pour Lyon, pour... les délégués !

D'ailleurs, c'est dans tous les services que l'encadrement s'est lancé dans les entretiens-formation avec pour but de tirer les vers du nez des employés, afin de savoir où ils voudraient aller, mais surtout pour faire pression pour qu'ils choisissent les villes actuellement proposées : Rennes, Brest, Rouen ou Nancy.

Mais les 54 personnes qui

avaient été choisies pour Lyon n'étaient pas tranquilles pour autant. Au départ, il était question qu'elles aillent en UAC (mini-centres régionaux). Depuis la mi-juillet, cela a changé, on les a convoquées plusieurs fois pour qu'elles acceptent d'aller boucher les trous en agence.

La direction joue sur le fait qu'une bonne partie du personnel est en vacances et que les présents ne se sentent pas assez nombreux pour réagir. Mais l'idée d'une réaction en septembre fait son chemin, parce qu'on commence à en avoir marre de l'attitude de l'encadrement. La direction, en débloquent quelques postes en agence sur Lyon et sa banlieue, a rappelé qu'il existe nombre de guichets où il manque du personnel, et la revendication d'un poste dans la région, que nous avions votée au printemps, revient à la surface...

Correspondant LO

UNE SOLUTION BIEN PLUS SIMPLE

Pour avoir un appartement F2 à Noisy dont le loyer est de 2 000 F par mois, il faut gagner 8 000 F par mois, primes comprises. Le chargé des relations humaines et sociales du groupe constate avec surprise qu'il y a, à Roussel-Romainville, des personnes qui étaient intéressées par cet appartement mais qui ne gagnent pas les 8 000 F exigés ! Conclusion : l'appartement a été rendu.

Pourquoi le chargé des relations humaines et sociales n'a-t-il pas envisagé une autre solution : l'augmentation immédiate des salaires les plus bas de l'entreprise ? Comme ça, il ne sera plus "désappointé".

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Roussel-Uclaf - Romainville (93)

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Île-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

EXTRAITS DE BULLETINS LUTTE OUVRIÈRE

● À EDF-GDF (Issy-les-Moulineaux 92)

Y-A PAS QUE L'IMMEUBLE QUI EST MURÉ

La direction a proposé un logement pour les 63 sans-logis qui "occupaient" le 8 rue Condorcet. Mais pas question que d'autres y viennent. En effet, EDF s'est empressé de le murer.

Et pour les milliers de sans-abris de la région parisienne, il ne reste plus d'EDF que l'éclairage des réverbères.

Sa façon à elle de faire dans le social.

ZÉRO POUR LES TRAVAUX PRATIQUES

La direction vient de donner comme consigne de ne plus accorder de délais de paiement pour les factures d'énergie. Les clients doivent être orientés vers les bureaux d'aide sociale qui, bien évidemment, n'interviennent que dans quelques cas.

Les coupures non-paiement sont donc encore plus nombreuses qu'elles ne l'étaient.

Il ne sort pas une revue de la boîte, pourtant, sans dix articles sur les efforts d'EDF-GDF pour favoriser la "réinsertion sociale". On les voit à l'œuvre !

C'EST GLAUQUE

Dans un souci de plus grande transparence sur les contrôles de radioactivité, un décret paru fin juillet réforme l'organisme chargé de la protection des populations. (Rappelons que l'ancien

organisme s'était fait particulièrement remarquer au moment de Tchernobyl en déclarant le nuage radioactif dangereux en Allemagne mais inoffensif en France).

Mais, en même temps, un autre décret permet aux entreprises du nucléaire (CEA, COGEMA, EDF, etc.) d'avoir l'exclusivité des contrôles et du suivi médical de milliers de travailleurs exposés aux rayonnements.

Dans une société où les critères sont la rentabilité à tout crin, confier aux patrons la sécurité des travailleurs, ça craint.

● À Rhône Poulenc (Vitry - 94)

LA SÛRETÉ VRAIMENT

Pour justifier l'obligation de la présentation du badge aux entrées de l'usine à compter du 5 septembre, la direction invoque notamment "la sûreté de l'ensemble de la plate-forme de Vitry".

Quand on pense que depuis des années et des années on s'est passé de badge pour entrer à l'usine... on en frissonne rétrospectivement.

À PROPOS DE SÛRETÉ

Le réseau d'eau incendie de l'usine est en train de rendre l'âme. En cas d'incendie, la mise en route des surpresseurs risquerait de faire éclater les canalisations et donc, plus d'eau pour les pompiers.

Enfin, c'est la logique de RP qui a toujours plus insisté sur les protections individuelles que collectives, peut-être va-t-on nous fournir à chacun un extincteur ?

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

CODE POSTAL et VILLE :

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE :

.....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE -

LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de

MICHEL RODINSON,

- par virement postal à MICHEL RODINSON,

CCP 6 851 10 R - PARIS.

MASSACRES COLONIAUX

1944-1950 : la IV^e République et la mise au pas des colonies françaises d'Yves Bénot



Ancien journaliste au Maroc, enseignant en Guinée et au Ghana, historien, Yves Bénot a été longtemps proche du PCF (il semble l'être encore dans ce livre). Il se dit agacé par l'attitude de certains intellectuels, hier de gauche et aujourd'hui réactionnaires, qui révisent ce que fut le colonialisme dans l'histoire de ce pays et font mine d'oublier son caractère abject.

Il a donc voulu rafraîchir certaines mémoires défaillantes en rappelant les faits d'armes qui, dans les colonies, accompagnèrent la période dite de la "Libération". En bombardant Sétif en Algérie en mai-juin 1945 et Haïphong au Vietnam en 1946, en réprimant l'insurrection malgache en 1947, en massacrant à Casablanca au Maroc en 1947 ou en Côte d'Ivoire en 1949-1950, l'armée française a tué des dizaines de milliers de colonisés. Ce bain de sang fut le moyen choisi par l'impérialisme français pour reprendre en main un empire colonial où se manifestaient des velléités d'indépendance après le relâchement du contrôle lié à la Deuxième Guerre mondiale.

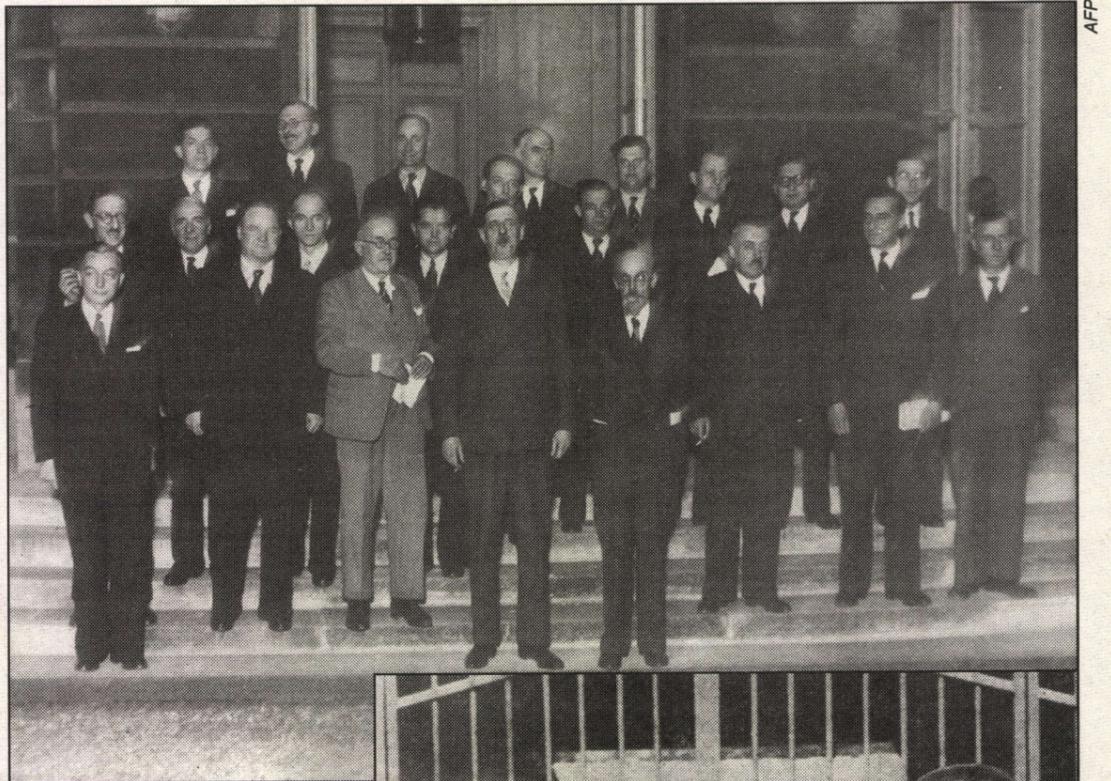
Ce travail résume donc quelques-unes des sales guerres menées à cette époque par l'armée française. L'auteur puise ses informations à des sources souvent connues mais met à la portée du lecteur un récit assez précis de ces événements, revenant presque chaque fois sur les polémiques concernant les chiffres des victimes de l'armée française. Ainsi, le nombre des morts de Sétif varie selon les sources de 1 500 (d'après un ministre) à 45 000 (selon les nationalistes algériens). Et s'il est bien difficile de trancher cette macabre comptabilité, le fait demeure : l'armée française n'a pas hésité à tirer sur des manifestants algériens, puis à les bombarder, sans souci du nombre de tués. Il s'agissait de terroriser.

En revenant sur ces événements, l'auteur ne se prive pas de dénoncer les responsabilités du camp ultra-colonialiste, où font bon ménage l'armée, les colons riches, la droite et le Parti Socialiste. Cependant il a lui aussi la

mémoire oublieuse quand il faut rappeler la responsabilité du Parti Communiste Français. Et dans toutes les affaires où le PCF était au gouvernement (Sétif, Haïphong et l'insurrection malgache), il reste particulièrement discret sur son attitude.

La politique du PCF d'alors, intitulée "Au service de la renaissance française", constituait en elle-même tout un programme. Le PCF n'y expliquait-il pas que "pour la France, être une grande puissance et tout simplement continuer d'être, c'est la même chose". Plus loin, il précisait : "Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses..." D'où la conclusion : "Le gouvernement maintiendra jalousement l'intégrité des territoires sous pavillon français et l'intégrité des richesses françaises en capital". Au nom de "L'Union française" le PCF condamnait aussi bien les tendances autonomistes de la bourgeoisie coloniale que l'aspiration des peuples colonisés à se séparer de la France. Pour lui, il fallait que "les trésors du sol et du sous-sol" des colonies restent dans des "mains françaises". "Un bébé noir était aussi un bébé français, un futur producteur, un futur soldat". Voilà autant de citations qui auraient eu leur place dans ce livre qui a la prétention de rétablir l'entière vérité de ce que fut le colonialisme de ces années-là.

Il aurait fallu aussi que l'auteur rappelle les gestes de soutien politique à l'impérialisme que manifesta, à plus d'une occasion, le PCF. Ce livre a oublié le bombardement de Damas par les troupes françaises le 6 mai 1945, qui fit près de 500 morts dont 400 civils. Les militants du Parti Communiste syro-libanais mettaient alors beaucoup d'espoir dans la présence du PCF dans le gouvernement pour faire aboutir leurs revendications. Leurs espoirs furent déçus. Le 30 mai 1945, *L'Humanité* analysait ainsi l'événement : "Ces désordres ont été organisés



▲
Ministres socialistes
et communistes autour
de De Gaulle en 1945.

▶ Répression
de l'insurrection malgache. ▶

par des agents doriotistes du PPF en Syrie (c'est-à-dire l'extrême-droite - NDLR) qui ne cherchent qu'à nuire à l'unité des peuples de France, de Syrie et du Liban".

Car en ces temps de "Libération", tous ceux qui revendiquaient, que ce soit les ouvriers en métropole ou les colonisés de la prétendue "Union française", ne pouvaient être que "des agents fascistes anti-français". Ainsi la manifestation de Sétif était, selon le PCF un "attentat fasciste le jour de la victoire" et les partis nationalistes algériens MTLD et PPA étaient désignés par *L'Humanité* comme des "instruments criminels de la grosse colonisation". Et pour qu'il n'y ait pas la moindre ambiguïté dans l'attitude du PCF, celui-ci, en compagnie du PCA, allait d'ailleurs réclamer au gouverneur d'alors de l'Algérie une répression exemplaire.

Les ministres staliniens furent solidaires jusqu'au bout de la politique colonialiste d'alors, même si on vit, en mars 1947, les députés communistes ne pas voter un budget militaire - ce qui n'empêcha pas la guerre d'Indochine de s'intensifier... Cette ambiguïté ne signifiait pas que le PCF chan-



geait de position à l'égard de la politique colonialiste de l'impérialisme français ; c'était simplement une escarmouche politicienne qui se situait dans la perspective, déjà visible, de son éviction du gouvernement. D'ailleurs, le PCF est resté responsable devant la bourgeoisie en matière coloniale. Il n'était pas au gouvernement le 12 mars 1956, mais cela ne l'empêcha pas de voter les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet qui allait s'en servir pour envoyer le contingent en Algérie et intensi-

fier la guerre d'Algérie. Et le double langage que le PCF a pu pratiquer à ce sujet ne change rien au fond de l'affaire, même s'il a pu faire que certains militants du PCF se retrouvent dans les combats anticolonialistes.

Voilà ce qu'aurait dû aussi rappeler un livre qui voulait remettre les pendules à l'heure sur cette période.

Jacques FONTENOY
Éditions La Découverte,
199 pages, 98 F.

Zaire

PAS DE RETRAITE POUR LES DICTATEURS

Presque simultanément, mais ce ne peut être une coïncidence, le gouvernement français et le gouvernement belge ont rendu publique leur intention de reprendre leur coopération avec le Zaïre, suspendue depuis la fin de l'année 1991 pour, nous dit-on sans rire, "non-respect des droits de l'homme".

En fait, ce changement d'attitude de la France et de la Belgique n'est pas si important que le laisseraient entendre les mots. La "rupture" de 1991 signifiait simplement qu'elles choisissaient comme interlocuteur le dirigeant de l'opposition, Etienne Tshisekedi, déchu de son poste de Premier ministre par Mobutu. Ce qui, soit dit en passant, montre ce qu'est cet opposant, et ce que sont les préoccupations des ex-puissances coloniales en matière de lutte contre le non-respect des droits de l'homme, dont elles ne se seraient aperçues qu'ils étaient bafoués par Mobutu... qu'en 1991 !

D'ailleurs, cette rupture avec Mobutu n'était pas telle qu'elle empêche le dictateur zaïrois de prêter son concours à la France lors de l'opération Turquoise au Rwanda. Et le gouvernement français s'est permis d'annoncer son intention de maintenir un contingent de 450 hommes au Zaïre, après que ses troupes eurent quitté le Rwanda, ce qui prouve que s'il y avait rupture, celle-ci n'était guère profonde.

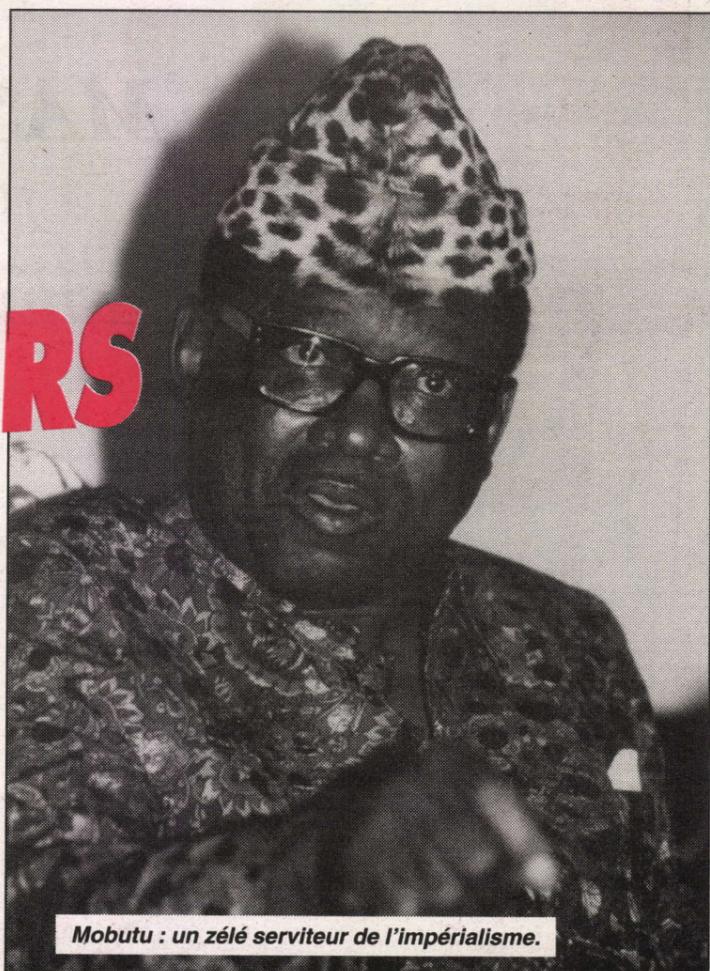
Cela dit, ce geste, même si on ne peut le considérer comme une volte-face, n'en traduit pas moins l'inquiétude des puissances impérialistes. Le quotidien *Le Monde* rapporte les propos d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères français, expliquant qu' "on ne peut pas se payer le luxe de laisser le Zaïre basculer". Et du coup, on explique dans les mêmes milieux que l'actuel Premier ministre zaïrois de Mobutu "a la confiance des institutions monétaires internationales" et "qu'il a peut-être l'étoffe suffisante pour faire face à Mobutu". Des rumeurs - qui vont dans le même sens -

laissent penser que les Etats-Unis s'apprêteraient, eux aussi, à rétablir leur coopération avec Mobutu.

Cette inquiétude des impérialistes n'a rien à voir avec un quelconque respect des droits de l'homme, et encore moins avec le respect des vies humaines - les massacres au Rwanda en sont une sinistre confirmation. La seule chose qui les inquiète, c'est que l'ordre, leur ordre, celui qui permet aux compagnies

occidentales de vaquer à leurs affaires, "basculer". Et pour garantir cet ordre-là, ils préfèrent encore s'en remettre à un dictateur ayant de solides références en la matière, plutôt qu'à un futur dictateur, novice, qui pourrait créer, à son insu, des illusions dans la population, et de ce fait provoquer l'intervention de cette population, c'est-à-dire, pour les grandes puissances, "le désordre"...

Jean NECKER



Mobutu : un zélé serviteur de l'impérialisme.

Gaelearts-Gamma

LE BURUNDI SUR LA VOIE DU RWANDA?

Le Burundi se débat dans une crise qui pourrait aboutir à des massacres entre Tutsis et Hutus, comme au Rwanda voisin. Le Burundi est un petit pays semblable au Rwanda tant par son passé de colonie que par sa composition ethnique : 85 % de Hutus et 15 % de Tutsis. Ces deux Etats ont été séparés au moment de la décolonisation, il y a 35 ans. Depuis ils ont suivi des voies symétriquement opposées. Alors qu'au Rwanda la majorité hutue dominait jusqu'à la récente guerre civile, au Burundi la minorité tutsie contrôlait le pouvoir jusqu'en juin 1993.

En juin 1993, des élections permettaient pour la première fois la mise en place d'un président hutu au Burundi, Ndadaye. Mais l'appareil d'Etat restait largement influencé par une clique tutsie qui avait bénéficié du pouvoir pendant des décennies. Cela est surtout vrai de l'armée, composée à 90 % de Tutsis. C'est cette armée qui a tenté un coup d'Etat en octobre 1993, assassinant le président Ndadaye, mais ne réussissant pas à prendre le pouvoir. Cette tentative entraîna des massacres de Tutsis, supposés par leur seule appartenance ethnique être solidaires avec l'armée, par des extrémistes hutus. Du coup, l'armée burundaise se posa en défenseur des Tutsis, massacrant, rasant des villages hutus. Il y eut à la suite de ce coup d'Etat à moitié manqué 50 000 morts, en majorité tutsis, et dix fois plus de déplacés essentiellement hutus.

Un nouveau président hutu, Ntaryamira fut mis en place, mais il partagea son pouvoir avec une armée tutsie toujours en place. Ce compromis entre cliques rivales était précaire. En avril dernier, le président Ntaryamira a trouvé la mort, en même temps que le président rwandais, dans l'explosion de l'avion qui les transportait. Ce furent alors les massacres au Rwanda.

Au Burundi, on nomma un troisième président hutu, Ntibantunganya, dans une situation encore plus fragile, du fait de la guerre civile toute proche du Rwanda.

C'est dans ce contexte que des partis extrémistes tutsis, voulant reconquérir le pouvoir et bénéficiant de l'appui de l'armée, ont déclenché, la semaine précédant le 15 août, une opération ville-morte à Bujumbura, la capitale. Des miliciens tutsis ont bloqué les entrées de la capitale pour faire pression sur le gouvernement. Une précédente opération de ce type, en février dernier, s'était déjà soldée par 400 morts. Depuis début août, ce sont des dizaines de morts, hutus pour la plupart, assassinés par les miliciens tutsis ou par l'armée, que l'on recense par jour. Des membres hutus du gouvernement travaillent la journée à Bujumbura, mais dorment la nuit au Zaïre tout proche de

peur d'un coup d'Etat. La présidence est gardée par une unité de l'armée sélectionnée pour sa composition hutue majoritaire.

Chaque camp s'appuie de plus en plus sur ses extrémistes et joue des différences ethniques dans une escalade journalistique qui a pour enjeu le pouvoir. Et cela au risque de faire payer la note aux populations prises en otage. La cupidité et l'ambition des couches dirigeantes, héritières d'une situation créée par les puissances coloniales, peuvent à leur tour aboutir à des massacres, si l'on en juge par les effets qu'a eus une politique semblable au Rwanda.

Lucien DETROIT

Afrique du Sud

MANDELA APPELLE LA POPULATION À SE SERRER LA CEINTURE

L'Humanité du lundi 15 août rapporte, sans commentaire, cette citation de Nelson Mandela, extraite d'une interview qu'il a accordée au *Sunday Times* : "Il faut maintenant se serrer la ceinture" pour parvenir à doubler la croissance économique du pays".

L'Humanité, qui a écrit des dizaines d'articles pour demander la libération de Mandela, a bien des raisons de rester laconique. Mais il n'y a pourtant pas de quoi être surpris : ni Mandela ni son parti l'ANC n'ont de perspectives fondamentalement différentes de celles de leurs prédécesseurs sur le plan écono-

mique. Il s'agit de faire fonctionner l'économie capitaliste, et pour cela, en Afrique du Sud comme ailleurs, il faut que la population... se "serre la ceinture".

Le soutien populaire dont bénéficie l'ANC a longtemps inquiété la bourgeoisie sud-africaine, réactionnaire et raciste, au point de maintenir son leader en prison pendant des années. Aujourd'hui cette même bourgeoisie bénéficie de la popularité de Mandela qui l'aide à faire accepter des mesures de rigueur et à pressurer la population.